

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**IP/C/W/35/Add.4**

17 septembre 1996

(96-3649)

---

**Conseil des aspects des droits de propriété  
intellectuelle qui touchent au commerce**

Original: anglais

## ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE: RENSEIGNEMENTS FOURNIS PAR D'AUTRES ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES

### Addendum

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

Le présent document reproduit une communication de la FAO datée du 9 septembre 1996 présentant une mise à jour des renseignements relatifs aux activités de coopération financière et technique qui présentent un intérêt pour la mise en oeuvre de l'Accord sur les ADPIC.

ASSISTANCE ACCORDEE PAR LA FAO AUX PAYS EN DEVELOPPEMENT  
DANS DES DOMAINES LIES AUX ADPIC

Domaines de compétence de la FAO et ADPIC

La FAO offre à ses pays membres, notamment aux pays en développement, des conseils et une assistance techniques portant sur un large éventail de sujets concernant l'alimentation et l'agriculture. Mentionnons entre autres la qualité et l'innocuité des aliments, la protection phytosanitaire, la mise en quarantaine ainsi que la production et le commerce des produits agricoles. Elles les informe également sur la politique agricole et les aides à la production et au commerce. Les accords adoptés dans le cadre du Cycle d'Uruguay prévoient qu'une assistance technique sera fournie aux pays en développement dans de nombreux domaines qui sont de la compétence de la FAO et pour lesquels l'Organisation dispose d'une vaste expérience. L'intérêt et l'expertise de la FAO en matière d'ADPIC portent avant tout sur la protection des variétés végétales, des races animales, des technologies connexes et du matériel génétique.

Droits des obtenteurs et des agriculteurs dans le contexte de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture

La Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture de la FAO (CGRFA)<sup>1</sup> est la seule instance intergouvernementale permanente des Nations Unies qui s'intéresse expressément aux questions liées à la conservation et à l'utilisation des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture ainsi qu'aux technologies connexes. Elle veille au respect de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques, accord international non contraignant adopté par voie de résolution dans le cadre de la Conférence de la FAO en 1983. Actuellement, 147 pays et la Communauté européenne sont membres de la commission. Par son truchement, les membres de la FAO ont participé, au moyen de l'adoption d'une série d'interprétations convenues et de résolutions complémentaires, aux négociations concernant les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture ainsi que les technologies connexes, notamment dans le cadre des travaux visant à améliorer l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques. Trois résolutions adoptées à l'unanimité en 1989 et 1991 dans le cadre de la Conférence de la FAO ont permis notamment de reconnaître simultanément et parallèlement les "droits des obtenteurs", établis par l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV), et les "droits des agriculteurs".<sup>2</sup>

Dans le cadre d'Action 21 de la CNUED, plus précisément au chapitre 14, il a été demandé ultérieurement de faire respecter les droits des agriculteurs. Des négociations intergouvernementales qui portent sur la révision de l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques (Résolution 7/93) se poursuivent actuellement au sein de la CGRFA; ces négociations portent notamment sur l'accès aux ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, les technologies connexes et les moyens de faire respecter les "droits des agriculteurs".

Dans le cadre de ces négociations, les pays examinent des régimes de protection de la propriété intellectuelle comprenant éventuellement des brevets et "des systèmes *sui generis* efficaces" qui seraient pleinement conformes aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC et de la Convention sur la diversité biologique. En outre, la CGRFA négocie un code de conduite pour les biotechnologies qui comprend un volet sur les droits de propriété intellectuelle.

---

<sup>1</sup>Qui s'appelait jusqu'en novembre 1995 la "Commission des ressources phytogénétiques de la FAO".

<sup>2</sup>"Par "droits des agriculteurs", on entend les droits que confèrent aux agriculteurs et particulièrement à ceux des centres d'origine et de diversité des ressources phytogénétiques, leurs contributions passées, présentes et futures à la conservation, l'amélioration et la disponibilité de ces ressources."

Vu l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC, qui dispose que tous les Membres "prévoiront la protection des variétés végétales par des brevets, par un système *sui generis* efficace, ou par une combinaison de ces deux moyens", ces négociations intergouvernementales tombent à point nommé.

Pendant les négociations qui ont été menées lors de la sixième session de la CGRFA, en juin 1995, les propositions présentées par de nombreux pays en vue de faire respecter les "droits des agriculteurs" comprenaient des dispositions concernant l'élaboration de systèmes *sui generis* qui accorderaient aux innovateurs officiels qui fournissent des ressources phytogénétiques, tels que les agriculteurs et les collectivités, ainsi qu'à leur pays, le droit à une part des bénéfices découlant de l'utilisation de ces ressources. De nombreuses délégations ont reconnu l'existence de liens avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Ces propositions sont reprises dans les rapports des sessions de la Commission et dans le projet de négociation de l'Engagement international. La FAO (en collaboration, le cas échéant, avec l'IPGRI - Institut international des ressources phytogénétiques - et d'autres organismes techniques) a réalisé pour la Commission diverses études techniques et analyses portant sur des sujets pertinents, y compris le présent point, afin de faciliter les négociations en vue de la révision de l'Engagement international. Ces études pourraient, s'il le souhaite, être mises à la disposition du Conseil des ADPIC.<sup>3</sup> Les négociations en vue de la révision de l'Engagement international se poursuivront au cours de la troisième session extraordinaire de la Commission en décembre 1996.

#### Quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture: résultats et suivi

La quatrième Conférence technique internationale sur les ressources phytogénétiques a eu lieu à Leipzig (Allemagne) du 17 au 23 juin 1995. Cent cinquante pays et 54 organisations intergouvernementales et non gouvernementales y ont pris part. La Conférence a été organisée à la demande de la Commission des ressources phytogénétiques de la FAO<sup>4</sup> et a reçu l'aval du programme Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et de la Conférence de Nairobi pour l'adoption du texte convenu de la Convention sur la diversité biologique. La Conférence a adopté le *Plan d'action mondial pour la conservation et l'utilisation durable des ressources phytogénétiques et la Déclaration de Leipzig*. Elle a également examiné le premier *Rapport sur l'état des ressources phytogénétiques dans le monde*.

Le *Rapport sur l'état des ressources phytogénétiques dans le monde* a été accueilli comme "la première évaluation complète à l'échelle mondiale de la conservation et de l'utilisation des ressources phytogénétiques". Le *Rapport* identifiait les priorités les plus urgentes qui sont examinées dans le *Plan*. Le *Rapport* et le *Plan* constituent les deux principaux éléments du Système mondial FAO de conservation

---

<sup>3</sup>Etude n° 1 *The appropriation of the benefits of plant genetic resources for agriculture: an economic analysis of the alternative mechanisms for biodiversity conservation* (anglais seulement).

Etude n° 2 *Sovereign and property rights over plant genetic resources* (anglais seulement).

Etude n° 3 *Providing Farmers' Rights through in situ conservation of crop genetic resources* (anglais seulement).

Etude n° 4 *Identifying genetic resources and their origin. The capabilities and limitations of modern biochemical and legal systems* (anglais seulement).

Plusieurs autres études importantes sont actuellement préparées pour les sessions ultérieures de la Commission.

<sup>4</sup>Maintenant devenue la "Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture".

et d'utilisation des ressources phytogénétiques. (Comme les autres documents, le *Rapport* et le *Plan* pourraient être mis à la disposition du Conseil des ADPIC s'il le souhaite.<sup>5</sup>)

Le *Plan d'action mondial* a été élaboré dans le cadre d'un processus faisant appel à la participation active des pays et de nombreux acteurs: gouvernements, organisations non gouvernementales et professionnelles et spécialistes scientifiques. Au total, 158 gouvernements ont élaboré des rapports nationaux, évaluant leurs ressources phytogénétiques, ainsi que leur capacité à utiliser ces ressources et à les conserver. Douze réunions régionales et sous-régionales au cours desquelles les gouvernements ont examiné les problèmes et possibilités existant à l'échelle régionale et ont formulé des recommandations pour le *Plan d'action* ont été organisées.

Le *Plan d'action mondial* reconnaît que "certaines questions de politiques, juridiques et d'institutions se posent toujours plus aux programmes nationaux, notamment la propriété, les droits de propriété intellectuelle, l'échange, le transfert et le commerce des ressources phytogénétiques. Une coordination est nécessaire pour fournir aux programmes nationaux des informations sur ces questions et pour évaluer l'incidence de l'évolution de la situation internationale dans ces domaines sur la conservation et l'échange des ressources phytogénétiques, ainsi que pour intégrer les progrès de la recherche, le cas échéant, dans les systèmes et les usages nationaux."<sup>6</sup>

Par la *Déclaration de Leipzig*, les gouvernements présents se sont engagés à prendre les mesures nécessaires pour mettre en oeuvre le *Plan d'action mondial*. Dans cette Déclaration, la Conférence a souligné la nécessité d'assurer la plus large participation possible à la mise en oeuvre de ce *Plan*, en réaffirmant que des fonds devaient être consacrés au financement de la mise en oeuvre, par les pays en développement et les pays en transition, du *Plan d'action mondial*. A cet effet, la Conférence a demandé que les principales institutions multilatérales et bilatérales de financement et de développement soient invitées à examiner les moyens d'assurer la mise en oeuvre du *Plan*.

Le *Plan* recommande aussi aux gouvernements et à leurs organes nationaux de recherche agricole d'"envisager des mesures législatives qui permettent la distribution et la commercialisation des variétés locales/variétés d'agriculteurs et des variétés obsolètes, si elles répondent aux mêmes critères de distribution et de commercialisation en ce qui concerne les maladies, les ravageurs, la santé et l'environnement que les autres variétés conventionnelles ou homologuées".<sup>7</sup>

La FAO fait connaître les résultats de la Conférence aux principales instances internationales, régionales et nationales s'occupant d'alimentation et d'agriculture et invite leurs membres à promouvoir et à participer, selon le cas, à la mise en oeuvre du *Plan*. Elle étudie également la manière dont ses programmes techniques pourraient appuyer la mise en oeuvre du *Plan*. Les pays suivront et surveilleront la mise en oeuvre du *Plan d'action mondial* par l'intermédiaire de la Commission des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture.

#### Assistance technique accordée aux membres de la FAO concernant la législation sur la production de semences et les questions connexes

La FAO conseille ses membres au sujet des lois, des règlements et des régimes qui intéressent la sélection des plantes, les semences et le matériel végétal.

---

<sup>5</sup> Ces documents peuvent également être consultés sur Internet < < <http://web.icppgr.fao.org/ITCPGR/Leipzig.html> > > .

<sup>6</sup> *Plan d'action mondial*, paragraphe 237.

<sup>7</sup> *Plan d'action mondial*, paragraphe 203 e).

Le Service des semences et des ressources phytogénétiques de la FAO (qui fait partie de la Division de la production végétale et de la protection des plantes) aide les membres de la FAO à définir les critères qui serviront à formuler et à mettre en oeuvre des politiques et des programmes semenciers à l'échelle nationale ou régionale, notamment en favorisant la coopération entre pays développés et pays en développement. Il s'intéresse à l'évaluation, à la description, au maintien et au remplacement des variétés ainsi qu'aux aspects juridiques et techniques du contrôle de la qualité des semences et de la protection des variétés par rapport aux "droits des obtenteurs" ainsi qu'à d'autres questions techniques relatives aux semences. Dans ce domaine, le Service des semences et des ressources phytogénétiques travaille de concert avec le Service droit et développement qui fait partie du Bureau juridique et qui donne aux pays en développement toute une gamme de conseils juridiques sur la gestion des ressources naturelles renouvelables et des ressources agricoles, y compris pour l'élaboration des lois nécessaires.

En ce qui concerne les semences, et plus particulièrement la mise au point et la commercialisation de nouvelles variétés améliorées pour les cultures vivrières, de nombreuses responsabilités qui incombaient autrefois à divers organismes et institutions du secteur public sont désormais confiées de plus en plus au secteur privé. Bien souvent, les décisions de politique économique prises au niveau national sont encore tributaires de l'adoption de nouveaux cadres juridiques pertinents. Par ailleurs, en raison de leur appartenance à l'Organisation mondiale du commerce, les pays devront préparer des lois pour protéger leurs variétés végétales conformément à l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC de 1994.

A cet égard, la FAO s'efforce surtout d'aider les autorités nationales à analyser leurs besoins et définir des options politiques appropriées et à rédiger des lois nationales ou à réviser celles qui existent, et de les conseiller au sujet de la structure et des fonctions des institutions qui seront nécessaires. L'expérience acquise par la FAO depuis de nombreuses années démontre que les études théoriques et les lois types ne peuvent tenir compte comme il se doit des besoins particuliers des différents pays et des circonstances qui leur sont propres.

En matière d'assistance technique, la formule retenue par la FAO lorsqu'il s'agit de donner des avis juridiques ou de participer à la rédaction des lois comporte normalement les étapes énumérées ci-après. Elle fait intervenir les divisions de la FAO qui ont une vocation technique (ainsi que les experts et les consultants sur le terrain) et repose sur une étroite collaboration avec les autorités nationales:

- examiner et analyser les instruments juridiques en vigueur (ou les projets de lois déjà préparés par le gouvernement) ainsi que le cadre institutionnel régissant la protection de la propriété intellectuelle (en accordant une attention particulière aux semences) et la production de semences (notamment en ce qui concerne le contrôle de la qualité, la commercialisation, l'exportation et l'importation);
- définir des objectifs précis en ce qui concerne la production de semences, objectifs qui seront atteints grâce aux lois proposées, compte tenu des priorités du gouvernement;
- préparer un projet de loi et de règlement ou un projet de modification de la législation existante; et
- présenter des recommandations et en discuter avec les autorités nationales compétentes.

La FAO a également apporté un soutien à un certain nombre d'ateliers et de réunions portant sur des questions liées à la protection des variétés végétales. Ainsi, en mai 1996, elle a fourni une aide à la Swaminathan Research Foundation en Inde pour l'organisation d'un atelier technique sur l'élaboration d'un cadre de mise en oeuvre des droits des agriculteurs. (L'Agence suédoise d'aide au développement international (ASDI) a également apporté son appui à cette consultation.) Des experts

internationaux, notamment des représentants des Secrétariats de l'OMC et de l'UPOV, ont participé à cet atelier. Les résultats en ont été publiés sous le titre "Agrobiodiversity and Farmers' Rights".

On trouvera dans la table qui suit des exemples concrets de projets dans le cadre desquels la FAO accorde une assistance technique aux pays en développement.

### TABLE 1

#### Exemples de projets d'assistance technique de la FAO<sup>8</sup>

##### Région des Caraïbes

En 1995, le projet GCP/RLA/108/ITA consacré à l'amélioration des semences dans les pays du CARICOM et le Suriname, financé par le Fonds d'affectation spéciale de la FAO, a aidé à l'élaboration d'une loi semencière type pour la région et d'un projet de loi sur les droits des obtenteurs qui sont actuellement examinés par les gouvernements.

##### Chine

En 1994, un projet devant être financé par la Banque mondiale a été préparé dans le cadre du Programme de coopération FAO/Banque mondiale. Ce projet repose sur l'exploitation commerciale d'un certain nombre d'établissements semenciers provinciaux et sur l'adoption d'un cadre politique adéquat comportant notamment la mise en place d'un régime de protection des droits des obtenteurs qui respecterait les exigences découlant du Cycle d'Uruguay. Ce projet d'un coût de 185,5 millions de dollars EU a été approuvé par la Banque mondiale en juin 1996; il comprend un volet assistance technique qui consiste à fournir des avis consultatifs sur les systèmes de protection des variétés.

##### El Salvador

En 1994, dans le cadre du Programme de coopération technique de la FAO, le projet TCP/ELS/4452 portant sur "l'appui à la restructuration de l'organisme certificateur de semences" a aidé le gouvernement à élaborer, entre autres, une proposition de loi semencière.

##### Kirghizistan

Fin 1996, dans le cadre du projet TCP/KYR/6611 sur la législation semencière et le contrôle de la qualité faisant partie de son Programme de coopération technique, la FAO évaluera l'infrastructure législative du Kirghizistan et proposera des amendements aux lois en vigueur ou rédigera de nouveaux instruments juridiques concernant les semences.

---

<sup>8</sup>C' est la production végétale qui occupe la place la plus importante dans le Programme d'assistance technique de la FAO, qui est financé par les institutions donatrices des Nations Unies, les fonds d'affectation spéciale des gouvernements coopérants ou avec les ressources du programme. En 1993, par exemple, la production végétale représentait 24 pour cent (498 793 000 dollars EU) de la valeur totale des projets en cours (2 150 000 000 dollars EU). Ces chiffres correspondent au budget total des projets en cours, pendant toute leur durée, et non pas aux dépenses annuelles; pour la seule année 1993, les dépenses relatives à l'ensemble des projets se sont élevées à 306 000 000 dollars EU. Une bonne partie de ces projets intéresse d'une façon ou d'une autre les ressources génétiques et l'amélioration génétique.

### Lituanie

Mené dans le cadre du Programme de coopération technique de la FAO, le projet TCP/LIT/4553 a pris la forme d'une mission destinée à aider les autorités à préparer un plan directeur semencier. La FAO a révisé un projet de loi semencière élaboré par les autorités. Celles-ci sont actuellement en train d'examiner la nouvelle version.

### Malaisie

A la demande de l'Unité de planification économique de la Malaisie, la FAO a approuvé le projet TCP/MAL/4553 dans le cadre de son Programme de coopération technique. Ce projet vise à améliorer la production de matériel végétal et de semences et à élaborer un programme de commercialisation et de certification. La FAO conseille le gouvernement sur le programme et les mesures qui devraient être adoptés pour améliorer les moyens dont disposent les pouvoirs publics en ce qui concerne l'enregistrement, la commercialisation et la protection des variétés, le contrôle de la qualité ainsi que la certification des semences et du matériel végétal, cela en définissant le rôle respectif des divers organismes publics et du secteur privé. Le projet comporte aussi une étude des incidences de l'article 27:3 b) de l'Accord sur les ADPIC ainsi que des diverses options qui s'offrent au gouvernement pour appliquer cette clause.

### Mauritanie

Une loi semencière, qui attend d'être présentée au Parlement, a été préparée dans le cadre d'un projet conjoint de la FAO et du PNUD, le projet MAU/92/007: "Appui à la vulgarisation de semences traditionnelles de qualité".

### Maurice

Dans le cadre du projet TCP/MAR/6611 sur le renforcement de l'organisme national de contrôle de la qualité des semences et des plantes récemment approuvé au titre du Programme de coopération technique de la FAO, on évaluera la législation relative aux semences et aux variétés végétales de Maurice et on rédigera un projet de loi et de réglementations semencières visant à développer le secteur national des semences et à l'aider à satisfaire aux normes du commerce national et international.

### Pakistan

Le projet TCP/PAK/4557 récemment achevé dans le cadre du Programme de coopération technique de la FAO a aidé à l'élaboration d'un programme de développement du secteur semencier. Le cadre institutionnel qui régit actuellement le secteur semencier a été établi en 1976. Conscient de la nécessité d'accroître la participation du secteur privé, le gouvernement entend élaborer un nouveau programme complet qui comprendrait notamment l'adoption d'une loi en vertu de laquelle les "droits des obtenteurs" seraient reconnus.

### Tanzanie

Une aide a été accordée à la Tanzanie dans le cadre d'un projet conjoint de la FAO et du PNUD: URT/93/003. Ce projet visait à améliorer les moyens de coordonner le programme semencier national. Il a permis de participer à la préparation d'un projet de loi prévoyant un régime de protection des droits des obtenteurs.

Zaïre

Une loi semencière, dont le gouvernement est actuellement saisi, a été rédigée lors d'une précédente étape d'un projet conjoint de la FAO et du PNUD: ZAI/92/002 - "Assistance à la production semencière".